



**Regroupement québécois
des intervenants et intervenantes
en action communautaire en CSSS**

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tenu les 5-6 octobre 2017

Carrefour Jeunesse Emploi Centre-Sud/Plateau Mont-Royal/Mile-End
425 rue Sherbrooke Est, bureau 11, H2L 1J9

PRÉSENCES

Membres Exécutif

Stéphanie Courcy-Legros	Présidente	Montréal-Laval	P
Colette Lavoie	Vice-présidente	Capitale-Nationale	P
Oliver Duval	Vice-président	Chaudières-Appalaches	P
Sébastien Latendresse	Secrétaire	Montréal-Laval	A
François Soucisse	Trésorier	Montréal-Laval	P

Délégués régionaux

Région	Délégué-ée	5	6
Estrie	Jean-François Ross	P	P
Lanaudière	Véronique Robert de Massy	P	P
Outaouais	Yves Destroismaisons	P	P
Bas St-Laurent/Gaspésie/Les Îles	Guylaine Bélanger	A	A
Chaudières-Appalaches	Maryse Larouche	P	P
Capitale-Nationale	Suzie Cloutier	P	P
Montérégie	Danièle Auclair	P	P
Laurentides	Nathalie Lamanque	P	P
Côte Nord	Jean-Pierre Simard	A	P/A
Montréal-Laval	Jocelyne Moretti	P	A/P
Montréal-Laval	Diane Grenier	P	P
Mauricie- Centre du Québec	Nathalie Dang Vu	P	P
Saguenay/Lac St-Jean	Poste vacant	V	V
Abitibi-Témiscamingue	Francine Hervieux	A	A
Gaspésie-Les Îles	Alexis Dumont-Blanchet	P	P

Invités : Jocelyn Vinet, agent de soutien à la vie associative
Maude Provençal, registraire

1. Mot de bienvenue et tour de table

Stéphanie souhaite la bienvenue. Des informations sont apportées sur les régions non représentées au présent CA: Francine Hervieux sera la nouvelle déléguée de la région Abitibi/Nord-du-Québec mais elle ne pouvait être présente. La région Saguenay-Lac St-Jean est toujours non représentée mais il y aurait peut-être une possibilité de délégation pour le prochain CA.

2. Lecture et adoption de l'ordre du jour

Quelques ajouts sont apportés à la proposition de l'ordre du jour. Colette Lavoie, appuyée par Maryse Larouche, propose l'adoption de l'ordre du jour tel que modifié. Adopté à l'unanimité.

3. Lecture, adoption et suivis des procès-verbaux du 25 mai 2017

Véronique Robert De Massy, appuyée par Nathalie Lamanque, propose l'adoption du procès-verbal du 25 mai 2017 avec les modifications apportées. Adopté à l'unanimité.

Danielle Auclair, appuyée par Diane Grenier, propose l'adoption du procès-verbal post AGA du 25 mai 2017 avec les modifications apportées. Adopté à l'unanimité.

3.1 Suivis aux procès-verbaux

Mesure Coup de pouce Abitibi

Jocelyn Vinet donne l'information suite à son échange avec Francine Hervieux. Elle a un intérêt à une formation sur le cadre de référence et ce serait à son avis pertinent en fonction de certaines difficultés vécues par l'équipe, notamment en ce qui concerne les fondements et le rôle de l'organisation communautaire pour lesquels il y a des visions assez différentes et qui semblent s'éloigner des repères de la profession, tant par certains gestionnaires que par des membres de l'équipe. Il n'est cependant pas acquis que l'équipe acceptera cette proposition et si c'était le cas, il y a clairement un obstacle au niveau de la disponibilité budgétaire. La formation évoquée serait d'une journée et idéalement en présence physique. Un calcul préliminaire établit le coût d'une telle formation en présence à environ \$1700.

Les membres du CA sont tout-à-fait favorables à appuyer la région par une activité de formation ou séminaire. Il y aurait lieu cependant d'offrir une formation plus généraliste sur les fondements de l'o.c., les valeurs et principes, et bien illustrer que la profession a évolué au cours des années car il y a un risque que le cadre de référence apparaisse un peu figé dans le temps.

Une rencontre d'équipe aura lieu le 11 octobre et Francine Hervieux amènera l'idée. Elle a demandé à Jocelyn un rendez-vous téléphonique la veille. Il serait souhaitable que le CA se positionne sur le projet et sur les modalités financières acceptables, ce qui facilitera les démarches de Francine et nous permettra d'enclencher la mesure si c'est favorable.

On rappelle que même si l'une des propositions qui sera discutée plus tard en regard du plan d'action est à l'effet de mettre en place un comité de travail pour examiner tous les enjeux de la formation, il est aussi proposé de profiter de toutes les opportunités pour vivre des expériences

pilotes, ce qui serait le cas avec l'Abitibi. Si la formation se donne, il serait intéressant d'en mesurer l'impact sur le membership du regroupement dans la région.

Véronique Robert De Massy, appuyée par Olivier Duval, propose qu'une mesure Coup de pouce soit attribuée à la région Abitibi-Nord du Québec pour la réalisation d'une formation et que le RQIIAC absorbe au plus 50% des coûts, jusqu'à concurrence de 850\$. Adopté à l'unanimité.

4. Dépôt et suivi des comptes-rendus de l'exécutif du 28 juin 2017 et du 8 septembre 2017

Les documents ont été acheminés aux membres du CA et il n'y a pas de questions ni commentaires sur ceux-ci.

4.1 Demande FQRSC (Fonds québécois de recherche sur la société et la culture)

François Soucisse et Stéphanie Coucy-Legros participent à plusieurs recherches avec divers partenaires, en association avec CRCOC. Stéphanie a signé au nom du RQIIAC une entente de collaboration comme partenaire de la Chaire pour une demande au FQRSC. C'est une poursuite d'implication déjà commencée avec l'étude longitudinale. Parmi les partenaires: Communagir, le Centre St-Pierre, la TNCDC.

4.2 Relève exécutif et CA

Exécutif

Sébastien sera en congé différé à partir de janvier, donc le poste de secrétaire sera à pouvoir. François fait sa dernière année et aimerait une relève identifiée pour réaliser le transfert de la trésorerie en cours d'année car il ne fera pas la deuxième année du mandat. La transition idéale est du CA vers l'Exécutif. On évoque le nom de Jacynthe Perron qui pourrait peut-être revenir et assumer la trésorerie. . Suzie Cloutier et Nathalie Lamanque pourraient avoir ouverture pour l'Exécutif l'an prochain. On précise que le temps qui doit être accordé à l'Exécutif représente environ 2 jours par mois, soit en moyenne 1/2 journée semaine.

CA

A court terme, Yves Destroimaisons quitterait en décembre pour sa retraite, ce qui n'était pas prévu lorsqu'il a rejoint le CA en mai, mais il y aurait une relève en Outaouais, il y a ouverture de l'employeur. Nathalie Dang Vu devra aussi quitter le CA pour son congé de maternité, mais là aussi il y a ouverture de l'employeur.

Pour l'Abitibi-Nord du Québec, il faut une résolution pour coopter Francine Hervieux qui a confirmé son intérêt à remplacer Jacques Bourgeois.

François Soucisse, appuyé par Véronique Robert De Massy propose que Francine Hervieux soit cooptée comme déléguée de la région Abitibi/Nord du Québec au CA. Adopté à l'unanimité.

4.3 Évaluation de l'agent de soutien à la vie associative (ASVA)

Colette rappelle l'évolution de la fonction. L'Exécutif a fait le bilan de la première année en collaboration avec Jocelyn Il a été convenu de distinguer davantage les tâches plus cléricales des fonctions de soutien/coordination. Une autre contractuelle, Geneviève Paquin, fait maintenant les tâches plus strictement cléricales. L'Exécutif a émis le souhait que l'ASVA prenne davantage de leadership. Il peut être mis à contribution dans plusieurs dossiers, il y a encore pas mal de marge dans les heures allouées. Par contre, il faut rester prudents car le financement de la FLAC n'est pas acquis pour 2018. A la demande de Jocelyn, l'Exécutif a accepté de relever le taux horaire à \$32/hre Une proposition est demandée pour officialiser la rémunération de l'ASVA mais aussi de Geneviève Paquin.

Colette Lavoie, appuyée par Danielle Auclair, propose que le CA entérine :

- **le rapport d'évaluation de l'agent de soutien à la vie associative**
- **l'augmentation du taux horaire à \$32 pour l'agent de soutien à la vie associative**
- **l'attribution d'un taux horaire de 25\$ pour l'agente administrative**

Adopté à l'unanimité.

4.4 Collaboration à la revue *Le point en santé*

Le numéro de février de cette revue de l'Association des gestionnaires du réseau portera sur les liens du réseau avec le communautaire. René Lachapelle, comme membre du comité de lecture, a proposé que [le RQIIAC](#) y écrive un article. Cela a été abordé en Exécutif. Quelques possibilités ont été examinées avec comme plan A une sollicitation auprès de Mario Lefèbvre concernant l'intervention concertée lors de la tragédie du Lac Mégantic. Mario a référé à Jannot Gosselin dont on attend la réponse (qui a confirmé en cours de CA). Comme cet article constitue une représentation officielle du RQIIAC, il est convenu d'y déléguer quelques membres pour valider l'article. Ce comité de lecture sera composé d'**Olivier, Stéphanie, Colette**. Un autre article sera écrit par Stéphanie et François Lamy sur l'intersectorialité. Cet article doit aborder la liaison établissements/organismes et mettre en lumière les difficultés de maintenir ces liens de collaboration depuis la fusion et qu'il serait important de revenir à l'approche populationnelle, aux services de proximité.

Autres sujets en alternatives à Mégantic si ça ne fonctionne pas : l'interface avec les organismes dans Lanaudière (relents RLS, ponts intéressants avec les gestionnaires); l'approche de proximité au CISSS de la Capitale-Nationale.

5. Recensement des effectifs

- Le document est presque finalisé et a été envoyé par courriel à l'ensemble des membres du CA pour une dernière validation avant sa diffusion. Quelques questions de précision sont apportées et quelques éléments devront être clarifiés dans le document. Aussi, il est demandé d'indiquer en conclusion qu'il y aura désormais un recensement à chaque année pour permettre le suivi. Le prochain sera lancé en janvier. On se questionne sur l'utilisation qu'on veut faire de ce document : attendre le prochain recensement avant sa diffusion? [Le](#) rendre disponible aux membres seulement et attendre en 2018 pour une diffusion plus large?

Maryse Larouche, appuyée par Yves Destroismaisons, propose que la version finale (après les dernières modifications suite au CA) du document « Faits saillants du recensement 2017 » soit diffusée aux membres du RQIIAC seulement et soit considéré comme un document interne. Adopté à l'unanimité.

6. Soutien professionnel

Colette Lavoie dépose au nom du Comité de travail sur le soutien professionnel un projet de Table des matières du *Guide sur le soutien professionnel* qui sera produit au cours de l'hiver 2018. Ce document doit être utile aux membres et aux équipes qui ont évoqué le besoin de développer ou consolider le soutien professionnel en organisation communautaire. Le segment sur la coordination professionnelle occupera une place importante dans le Guide. Le document doit être relativement court et pourrait être synthétisé sous forme de sommaire exécutif à remettre aux gestionnaires. En marge de ce travail, le RQIIAC devra se positionner sur plusieurs dimensions, dont les conditions favorables au soutien professionnel. Les recommandations qui émaneront du comité de travail doivent être discutées au CA de décembre pour être adoptées avant la publication.

7. Journée d'échange 2017

Le bilan est très positif : 148 inscriptions payantes, environ \$6500 retourné au RQIIAC. Le sondage d'appréciation a été complété par 86 personnes, les commentaires sont très positifs sinon en ce qui concerne l'habituel dilemme sur le temps trop long ou trop court selon les participants pour les échanges vs les conférences et panels. Les coûts sont évalués comme adéquats et on a beaucoup apprécié l'inscription en ligne. 25% des personnes en étaient à leur première participation et 93% d'entre elles ont indiqué qu'il y avait de bonnes chances qu'elles participent à nouveau à un autre événement collectif de ce type. 85% des répondants ont considéré qu'il avait relativement aisé d'obtenir les autorisations pour y participer (à noter que la lettre du gestionnaire du CISSS de la Capitale-Nationale a été déterminante dans plusieurs établissements).

Le matériel issu du colloque sera disponible sous peu: vidéos en ligne (panélistes, power point, actes) et seront versés sur le site.

8. Colloque 2018 (incluant 30^e du RQIIAC)

Nathalie Lamanque donne quelques informations en vrac :

- thème: l'audace, avec l'emphase sur la contribution de l'o.c., notre expertise, nos compétences plutôt que de sur les raisons pour lesquelles on agit dans la communauté
- la formule privilégiera une participation interactive
- en l'absence de balises claires, il est difficile de sortir du cadre, de faire preuve d'audace, beaucoup de réajustements sont faits au fur et à mesure
- les partenaires pourront s'y retrouver le jeudi avec les ateliers interactifs qui chercheront à susciter l'audace face aux enjeux à l'interne tout en étant des stratégies qui peuvent s'appliquer dans d'autres milieux

- journée du vendredi : ateliers sur les actes professionnels avec un objectif formatif de se dépasser, aller plus loin, mettre en valeur des expériences concrètes où des o.c. ont modifié leur façon d'agir, leur savoir-être, leur savoir-faire
- les documents pour les inscriptions permettront de charger les coûts sur 2 années financières
- les balises de l'Estrie pour les coûts ont été reproduites
- le 30^{ième} sera souligné de différentes façons, on fait d'ailleurs appel aux photos des journées échange et colloques précédents
- l'information promotionnelle sera envoyée aux délégations pour relais à tous les partenaires du territoire et à tous les membres (via la registraire), il faudra aussi faire parvenir à Cyndia Brunet pour la page Facebook
- le CA pourra souligner à sa façon le 30^{ième} lors du 5à7 et de l'AGA. Plusieurs suggestions sont émises par les membres du CA et prises en notes comme inventaire d'idées pour le comité 30^{ième} à mettre en place. En font partie : Nathalie Lamanque, Stéphanie Courcy-Legros, et possiblement Jean-François Roos, Maryse Larouche et Jocelyn Vinet comme ASVA. On suggère aussi de solliciter des retraités : André Gauthier et Mario Lefèvre.

9. Membre honoraire

Il est suggéré de former un comité pour réviser le processus de sélection, amener les propositions au CA de décembre, pour procéder ensuite à la sélection et recevoir l'approbation au CA de mars. Comme on a déjà évoqué la nomination de Jacques Fournier à titre posthume, est-il nécessaire de faire appel à d'autres noms? Cela soulève cependant la question de la place qu'on veut faire aux o.c. encore bien actifs dans leur pratique vs les membres retraités ou mêmes décédés. Cette réflexion pourrait être abordée dans le Chantier sur le membership qui sera proposé lors de l'adoption du Plan d'action. Il est convenu de procéder à la formation du comité lors des travaux en marge du Plan d'action plus tard dans la rencontre.

10. Journée d'échange 2019 et colloque 2020

Pour la Journée d'échange 2019, il y a eu un début de réflexion à Montréal lors de la dernière rencontre régionale mais cela n'a pas soulevé beaucoup d'enthousiasme, l'organisation régionale est fragile. Il faudra y revenir. Un certain intérêt s'est manifesté dans l'Outaouais mais c'est à réactualiser. On pourrait éventuellement jumeler des régions afin de partager le travail que cela exige.

Pour le colloque, Lanaudière se montre tout-à-fait intéressée. Les démarches ont commencé à l'interne mais doivent se poursuivre si le CA donne son aval, ce qui est bien entendu le cas.

11. Communications

Véronique Robert De Massy dépose le plan de travail du comité Elle précise qu'il n'y a pas eu d'évaluation formelle du coordonnateur médias : le temps a manqué et cela n'apparaissait pas pertinent à ce moment-ci compte tenu de l'ensemble des besoins pour l'année et de la priorité accordée à la refonte du site Web. Cependant, les tâches prévues à son mandat ont été identifiées et validées avec lui.

Suspension BIC

Suite à une recommandation en ce sens émise dans le cadre des travaux de planification stratégique et validée par le Comité Communications, la suspension est déjà effective car il n'y a pas eu d'appel de collaborations ni de processus enclenché pour le Bulletin de la rentrée. Cette suspension mise de l'avant lors de l'AGA et de la Journée d'échanges a suscité certaines réactions défavorables. Il importe donc de l'entériner ou non au CA et le cas échéant, de bien l'expliquer et la mettre plus clairement en contexte.

L'enjeu, c'est d'écrire sur notre pratique, c'est ça la richesse du BIC. La suspension n'est pas une fin en soi mais un temps d'arrêt pour réfléchir aux moyens les plus appropriés face à cette préoccupation. Il faut examiner des alternatives, y inclus avec d'autres partenaires. Le Comité Communications pourrait porter le mandat, mais il faut aller chercher le pouls des membres, les interpeller sur l'enjeu, explorer d'autres pistes favorisant l'écriture et la diffusion d'analyses et de réflexions sur la pratique. Si BIC ne répond pas, quoi d'autre? (ex. : billets, Info-lettre plus régulière, blogue, ..). Pour éviter les échanges stériles, il importe d'accrocher ces discussions à nos objectifs stratégiques. **Un canevas pourrait être produit par le Comité Communications pour structurer les échanges auprès des membres dans les régions.**

Doit-on ajouter au mandat du comité une réflexion plus large que la refonte du site Web sur tous les outils de communication? Pour la responsable du comité, c'est un mandat trop large pour le comité actuellement, trop peu de monde y est impliqué, ce ne serait pas réaliste mais il faudra quand même mener cette réflexion. Les consultations en région pourraient quand même concerner tous les aspects de communications et le Comité pourra s'en inspirer.

Colette Lavoie, appuyée Yves Destroismaisons propose la suspension du BIC jusqu'au dépôt d'une proposition à la prochaine AGA, suite aux consultations des membres dans les régions. ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

Il faudra contacter Maude pour assurer un suivi des remboursements pour les personnes qui ne sont qu'abonnés au BIC et en informer les abonnés. Véronique Robert De Massy se charge de la lettre aux abonnés.

Il faudra également déterminer la diffusion du rapport annuel qui se fait habituellement par encart dans le BIC.

L'accès aux anciens BIC devra être examinée dans le cadre des travaux de refonte du site Web.

SNOC

Les membres échangent sur la pertinence de la reconduction ou non de la SNOC pour 2018 :

- Les outils sont simples et fonctionnels, on pourrait tout-à-fait reprendre le même thème que l'an dernier.
- En Chaudières-Appalaches, l'équipe est déjà en train de préparer du matériel (vidéos).
- On doit la maintenir en lien avec nos objectifs stratégiques car elle contribue au repositionnement à l'interne, on pourrait viser les gestionnaires et la direction

- peu de gens nous connaissent dans les nouveaux établissements

Aucune proposition de suspension ou d'abandon de la SNOG étant amenée, il est donc convenu que la SNOG 2018 aura lieu.

Révision site web

Véronique dépose le Plan de travail pour la réalisation du mandat de refonte du site et rappelle qu'il n'y a pas de « traces » de réflexion spécifique sur ce sujet, sinon ce qui est justement issu de la planification stratégique, soit la nécessité de moderniser le site et en favoriser une utilisation plus optimale. Le Comité a bien identifié les objectifs visés et les moyens d'y répondre. Plusieurs questions devront être répondues pour orienter le site :

- les limites ou non d'accès (zone exclusive aux membres?) Cela est partie prenante de la réflexion et des recommandations devront être ramenées au CA. Cela devra se faire en lien avec les réflexions du Chantier sur le membership
- tout le processus de réflexion en amont est très important et un accompagnement d'une firme ou de consultants peut être très aidant à ce sujet. Est-ce que ça ne pourrait pas être un premier mandat à donner avant de réaliser les outils? Si c'est le cas il faudra faire affaire avec une bonne firme et assurer une liaison constante et compétente de même que respecter la règle de 3 soumissions, en privilégiant les organismes d'économie sociale
- est-ce qu'une page Facebook répondrait davantage aux tendances actuelles vs la suspension BIC et d'autres outils à développer?
- En profiter pour actualiser le logo (avec les couleurs utilisées)?

12. Séminaire pour les gestionnaires et JASP

Olivier Duval dépose un document du Comité de travail présentant le bilan des séminaires réalisés et les perspectives envisagées dans les suites possibles :

- Laboratoire d'idées dans le cadre des Journées annuelles de santé publique
- 5 établissements ont manifesté un intérêt à tenir le séminaire au plan local afin de rejoindre plus largement les gestionnaires de leurs établissements et région, autres que ceux concernés plus directement par l'organisation communautaire. Une équipe de 2 chercheurs serait associée aux démarches locales.

Les commentaires des membres du CA s'adressent particulièrement à ce projet de séminaires locaux :

- Le RQIIAC doit se positionner stratégiquement car des initiatives parallèles peuvent se développer sans implication du regroupement; ce séminaire donne une grande crédibilité au RQIIAC
- On doit arrimer ces séminaires avec les autres offres de formation du regroupement, dont les colloques et Journées d'échanges
- Tout en ciblant les gestionnaires, il faut que les o.c. puissent y participer
- Une contribution financière est essentielle de la part des établissements

- La formule devrait prévoir l'implication d'au moins un-e o.c. de l'équipe locale et 1 o.c. du comité de travail dans l'élaboration de la formation (son adaptation au plan local)

Diane Grenier, appuyée par Colette Lavoie propose l'adoption de la recommandation du comité de travail, soit la réalisation de 5 séminaires à l'intention des gestionnaires dans les établissements qui en ont fait la demande, – sous condition d'une implication des équipes locales d'organisation communautaire et de la contribution financière des établissements. Adopté à l'unanimité.

13. Collectif pour un Québec sans pauvreté

Danielle Auclair explique que selon le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le gouvernement provincial travaillerait sur des scénarios en vue d'établir un programme de Revenu minimum garanti et qu'il serait très important que le milieu communautaire soit proactif pour faire connaître sa vision de ce que devrait être un tel programme. Une Déclaration est donc en circulation pour laquelle il y a recherche de signatures. Le document a été envoyé aux membres du CA.

Stéphanie Courcy-Legros, appuyée par Jean-François Roos propose que le RIIAC soit signataire de la Déclaration de principes sur un éventuel revenu minimum garanti. Adopté à l'unanimité.

Il est suggéré de la diffuser aux membres et les inviter à la relayer.

Comité Communautés saines et sécuritaires

On demande d'ajouter un petit suivi sur ce comité à cet item de l'ordre du jour. Olivier et Suzie expliquent qu'il y a eu 3 rencontres du comité, dont 1 par téléphone. Un document de travail a circulé sur le développement des communautés mais en le bonifiant du concept "saines et sécuritaires"

14. Registrariat et Trésorerie

François Soucisse dépose un tableau présentant les signataires aux différents comptes.

Registrariat

Maude Provençal dépose un état de situation. On y relève que le membership est actuellement de 219 personnes. Il y a 16 abonnés au BIC qu'il faudra informer de la suspension du bulletin et des modalités de remboursement. Véronique entrera en contact avec Maude à ce sujet. Il y a eu élagage dans les listes, dont les o.c. retraités. Suzie fera le suivi à ce sujet.

15. Collectif des partenaires en développement des communautés (incluant OVSS)

Nathalie Lamanque fait un survol des travaux du comité et surtout de la place que le RQIAC y occupe puisqu'il y est présent depuis plusieurs années. Nathalie s'est investie sur le comité Opération Veille et stratégie, qui est une action du collectif porté par Communagir et financée par la FLAC sur les changements survenus en DC, impacts, actions possibles. Ce comité aborde donc des enjeux qui nous concernent. Un positionnement plus clair est à prendre dans le comité même

si l'étape de l'OVSS se termine bientôt. Il faut examiner aussi la délégation à ce comité et la proximité nécessaire ou non avec le CA. Nathalie ne pourra pas poursuivre son mandat après la prochaine rencontre en novembre, c'est donc le moment de mener à fond la réflexion.

Il est convenu que

- Jocelyn Vinet accompagnera Nathalie au comité de novembre
- une rencontre spéciale sur notre rôle au sein de ce comité aura lieu le 30 novembre en après-midi, soit à la veille de notre CA. Tous les membres du CA intéressés et disponibles pourront y participer, de même que tous les membres du Comité DC (en veilleuse mais encore officiellement en place). Jocelyn et Nathalie sont chargés de préparer et animer cette rencontre.
- l'Exécutif se rencontre au début de novembre et pourra contribuer à préparer la prochaine rencontre du comité DC (il sera entre autres question du financement FLAC) et la rencontre spéciale du 30 novembre pour le CA

16. Planification stratégique et plan d'action 2017-2019

Suzie Cloutier rappelle le travail qui s'est effectué depuis l'adoption du Plan stratégique à l'AGA de mai. Un comité ad hoc de mise en œuvre avait alors été créé avec le mandat de traduire les grandes orientations en plan d'action pour adoption au présent CA. Or, la période estivale a rendu difficile l'actualisation des travaux du comité dans lequel il s'est finalement retrouvé peu de gens. Le mandat du comité de mise en œuvre a alors été révisé et clarifié avec l'Exécutif, soit :

- refaire un canevas de plan d'action annuel du RQIIAC en fonction des axes de la planification stratégique, c'est ce canevas qui est utilisé aujourd'hui
- identifier les pistes actions et actions qu'on pourrait réaliser dès cette année, tel que suggéré par Sonia Racine qui a d'ailleurs indiqué que les tendances actuelles sont plutôt dans le sens d'identifier 1 ou 2 actions stratégiques par année avec les moyens de mise en œuvre en découlant plutôt que sur 3 ou 5 ans
- le comité aurait aimé aller plus loin avec des outils de mesure de l'évolution des actions mais n'a pas eu le temps d'aller jusque là.

Un travail de tamisage de l'ensemble des actions et pistes d'actions émanant des consultations et reprises dans le plan stratégique a été fait par Jocelyn, suite à quoi les membres du comité ont identifié leurs priorités. Il y a eu rencontre Skype pour dégager les consensus. Il a été jugé important d'être réalistes dans nos perspectives et de cibler des actions pertinentes et réalistes en fonction des ressources que nous avons et d'appuyer celles-ci sur le niveau de consensus qui ressortait des consultations. Les propositions retenues par le comité de mise en œuvre ont été intégrées à l'ensemble du plan d'action discuté aujourd'hui.

Les membres du CA ont commenté et bonifié le plan d'action élaboré par le comité de mise en œuvre (voir Plan d'action 2017-2018 en annexe du présent procès-verbal) et on formé les comités de travail. Le temps a manqué pour le dernier item de l'axe 3, il faudra compléter au prochain CA. Le document final sera adopté au CA de décembre.

Nathalie Lamanque, appuyée par Stéphanie Courcy-Legros, propose l'adoption du Plan d'action 2017-2018. Adopté à l'unanimité.

17. Évaluation de la rencontre

Le point n'est pas abordé, faut de temps.

18. Levée de l'assemblée et prochaine rencontre

Le prochain CA aura lieu à Québec les 1^{er} et 2 décembre. Les coordonnées pour l'hébergement seront transmises par Suzie Cloutier sous peu.

François Soucisse, appuyé par Maryse Larouche, propose la levée de l'assemblée. Adopté à l'unanimité.

Rédigé par Jocelyn Vinet
Agent de soutien à la vie associative